

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121
03403 YZEURE CEDEX

Yzeure, le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ AUVERGNE

LE PONT PANAY

ZI

03500 SAINT-POURCAIN-SUR-SIOULE

Références : 03-090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement ZINQ AUVERGNE implanté LE PONT PANAY ZI 03500 SAINT-POURCAIN-SUR-SIOULE. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ AUVERGNE
- LE PONT PANAY ZI 03500 SAINT-POURCAIN-SUR-SIOULE
- Code AIOT dans GUN : 0005600090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13/03/2003 réglementant les activités de traitement de surface de type galvanisation à chaud de métaux et traitements de surfaces de métaux par voie électrolytique ou chimique par des procédés utilisant des liquides, notamment des bains de chlorure de zinc.

En 2018, l'entreprise ZINQ a fait l'acquisition du groupe GALVA UNION, le site GALVA ECLAIR devient alors ZINQ Auvergne.

Outre les bains de traitement de surface, le site dispose d'une cuve de rinçage de 120 m³ après le décapage. Même s'il s'agit d'une cuve de rinçage, le pH est très acide et le bain est étiqueté corrosif. De plus, un bain de refroidissement (eau déminéralisée) est présent entre le bain de zinc et le bain de passivation.

Le bain de dézingage est utilisé pour nettoyer les outils, ce qui permet d'avoir un volume différent des autres bains (dimensionnés pour des pièces de grandes dimensions, comme des candélabres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks (post-Lubrizol), dimensionnement des volumes prévus pour contenir les eaux d'extinction, la dotation en moyens de protection incendie et leur maintenance, la prévention des pollutions liées aux eaux d'extinction, ainsi que le suivi des demandes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 janvier 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 544	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 06/09/2000, article §5.7 annexe I	/	Sans objet
Classement SEVESO seuil bas	AP de Mise en Demeure du 12/01/2022, article 1er	/	Sans objet
Calcul des garanties financières	AP de Mise en Demeure du 12/01/2022, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 10	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie (stockage HCL)	Arrêté Ministériel du 06/09/2000, article §4.2 annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La protection incendie des installations répond aux exigences de la réglementation applicable aux activités de l'exploitation de la société ZINQ Auvergne. Les équipements de défense contre un incendie sont suivis régulièrement et entretenus. Des exercices dont la fréquence est conforme aux exigences réglementaires sont réalisés et tracés. Deux points sont à préciser : le volume et la nature du matériau de la rétention associée à l'aire de dépotage de l'acide chlorhydrique ainsi que le détail du calcul du volume de rétention des eaux d'extinction (incendie généralisé).

Le sujet des garanties financières reste aussi à compléter pour lever la mise en demeure sur ce point et le détail du calcul concluant au classement des activités au niveau SEVESO seuil bas est à vérifier en fonction des niveaux d'activité du procédé (bains de dézingage et de fluxage).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le stock se compose de peu de matières combustibles, d'après l'état des stocks visualisé (inventaire SEIRICH) Les FDS sont mises à jour, suite à alerte du fournisseur, soit par une revue annuelle avec l'ingénieur en charge des produits chimiques du groupe. Les FDS sont tenues à disposition en version dématérialisée et en version simplifiée à l'atelier de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. En cas de modification ou suppression du réseau d'eau public l'établissement devra être doté d'une réserve d'eau et de matériel de pompage permettant d'alimenter l'ensemble des moyens de lutte contre un incendie (poteaux, RIA...) pendant 2 heures ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;
Constats : L'exploitation dispose de deux poteaux incendie (PI) localisés tous les deux côté Sud-Est du site. Les deux PI sont alimentés par un tuyau de diamètre nominal DN 100mm à partir du réseau d'eau communal. L'exploitant indique que les PI sont contrôlés 1 fois par an. Les relevés de mesure indiquent un débit disponible pour l'un et l'autre des PI respectivement de 100m ³ /h et de 70m ³ /h à une pression comprise entre 6 et 7 bar. Le débit et la pression ont été contrôlés par les sapeurs pompiers de la ville de Saint-Pourçain. Pendant la visite du site, il a été constaté que des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction semblent appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Le POI du site, même si pas exigible par la réglementation applicable à ses activités contient le plan détaillé de localisation des extincteurs.
Observations : L'inspection a conseillé à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS 03 concernant la localisation des deux PI situés côté sud-Est de l'exploitation afin de vérifier que cette localisation suffit ou pas à l'intervention des secours en cas d'incendie. En effet, l'exploitation est longue d'environ 230 m et large d'environ 150 m. Le contournement du bâtiment principal d'exploitation pourrait nécessiter pour les sapeurs-pompiers de tirer une longueur de tuyau assez conséquente en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les moyens de secours internes seront conformes aux règles de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages (A.P.S.A.D.). Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : L'exploitant a confirmé que les moyens de secours internes sont conformes aux règles APASAD R4 pour les extincteurs. Les extincteurs (6 à 9 kg) présents dans l'exploitation sont répartis dans toute l'exploitation d'après la dernière version du POI du 17/3/2022. La société TSI est mandatée par l'exploitant pour contrôler annuellement les extincteurs. Le dernier contrôle a eu lieu en juin 2021. L'exploitation n'est pas équipée de réseau incendie armé. 2 poteaux incendie sont situés côté sud-ouest de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 544
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur (mise en place de ballons gonflables sur les regards d'égouts et d'eaux pluviales ou tous autres dispositifs ayant la même efficacité). Les produits ainsi recueillis et ceux recueillis dans les ouvrages visés au présent titre sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au titre 6 du présent arrêté relatif aux déchets. « Les organes de commande nécessaires à la mise en service des ouvrages de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »
Constats : Le site dispose d'une rétention des eaux incendie. Le volume calculé de cette rétention est de 1300m3. Deux vannes d'isolation de ce volume sont installées en limite de site. La fermeture de ces deux vannes est actionnable manuellement à l'aide d'un dispositif mécanique. Un test d'actionnement et de fermeture sur chacune des deux vannes a été réalisé. Les vannes obturent bien chaque conduit d'eau de pluie et sont en capacité d'isoler les eaux arrivant en amont du milieu naturel. Le dispositif mécanique (volant d'actionnement d'une vis sans fin) est bien entretenu. Il est graissé régulièrement. Un test d'actionnement des deux vannes est réalisé une fois par mois. Le dernier a eu lieu le 27/1/2022. L'exploitant doit toutefois justifier le calcul du volume des 1300m3 et le caractère suffisant de ce volume par rapport au volume d'eaux incendie estimé en cas d'incendie généralisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie (stockage HCL)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/09/2000, article §4.2 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : Suivant les cas et les produits en cause:</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre; les postes d'eau doivent être équipés en permanence de tuyaux avec lances,- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,- d'un système interne d'alarme incendie, - d'un système de détection automatique d'incendie,- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,- de matériels spécifiques: masques, combinaisons, etc. <p>Le personnel doit être initié et entraîné au maniement et au port du matériel de protection. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention des pompiers ceux-ci soient prévenus du danger que présente la projection sans précautions d'eau sur les acides et anhydrides concernés. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.</p> <p>Constats : L'aire de dépotage d'acide chlorhydrique se situe côté Sud-Est du site, côté où se situe les deux poteaux incendie à environ 50m de l'aire de dépotage. L'exploitant a indiqué que cette aire est associée à une rétention permettant de retenir le volume de la citerne de livraison en cas de perte de confinement de la citerne ou d'une défaillance au niveau de la pompe de vidange.</p> <p>L'aire de dépotage est équipée à proximité immédiate d'une alarme permettant d'alerter la maintenance du site, d'extincteurs et de dispositifs de protection (combinaison, masque, etc.) pour tout employé susceptible d'intervenir en cas d'accident.</p> <p>Un exercice annuel jouant le scénario de déversement d'acide chlorhydrique a lieu avec les équipiers de 1ère intervention du site. Cet exercice se déroule avec l'aide d'un conseiller à la sécurité de l'entreprise ADVISEOS situé à Frangeville, qui fait d'ailleurs un rapport annuel pour l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/09/2000, article §5.7 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
Constats : L'aire de dépotage d'acide chlorhydrique se situe côté Sud-Est du site, côté où se situe les deux poteaux incendie à environ 50m de l'aire de dépotage. L'exploitant a indiqué que cette aire est associée à une rétention permettant de retenir le volume de la citerne de livraison en cas de perte de confinement de la citerne ou d'une défaillance au niveau de la pompe de vidange. Un kit anti-pollution est mis à disposition des opérateur à proximité immédiate de l'aire de dépotage. Ce kit comporte notamment de quoi protéger les plaques d'égouts à proximité de l'aire de dépotage. Le volume de la rétention, la nature du matériau constituant ses parois ainsi que la présence d'un revêtement antiacide de ses parois est à justifier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Classement SEVESO seuil bas

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2022, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, application de la règle des cumuls pour classement SEVESO seuil bas
Prescription contrôlée : Suivi de l'AP de mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation administrative soit : - en réduisant la quantité et/ou la toxicité de bails contenant les substances dangereuses pour le milieu aquatique et en réalisant un porter à connaissance au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement; - en déposant un dossier de demande d'autorisation conforme à la sous-section 2 du chapitre unique du titre 8 du livre 1 du code de l'environnement.
Constats : Sans attendre la notification de l'AP de mise en demeure, l'exploitant a envoyé, suite au rapport de l'inspection transmis par courrier du 10 novembre 2021, un courrier daté du 23 novembre 2021 qui détaille sa situation au regard des quantités et concentrations des bails contenant des substances dangereuses pour l'environnement vis à vis de la règle des cumuls permettant de conclure au classement SEVESO seuil bas ou non. Il s'avère que l'exploitant n'est pas en mesure de maintenir une concentration des bails permettant à la règle des cumuls de conclure à un résultat inférieur strictement à 1. La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme à la sous-section 2 du chapitre unique du titre 8 du livre 1 du code de l'environnement est donc envisagée. L'exploitant a d'ores et déjà consulté deux bureaux d'étude DEKRA et AECOM pour l'aider au montage du dossier. Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant que le calcul soit à nouveau vérifié en fonction des paramètres de concentration et des mentions de dangers concernant le chlorure de zinc afin de s'assurer que l'exploitation est bien classée SEVESO seuil bas.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Calcul des garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2022, article 2
Thème(s) : Autre, calcul des garanties financières
<p>Prescription contrôlée : Respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé en transmettant au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul forfaitaire prévu dans l'annexe I ou dans l'accord de branche, ou le calcul spécifique proposé par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a répondu par courrier du 25 janvier 2022 qu'il souhaiterait, comme cela a pu être réalisé pour d'autres entreprises du même secteur, que la valeur marchande de tout ou partie du bain de zinc soit prise en compte, son rachat pouvant couvrir le montant des garanties financières. A ce courrier, est joint un rapport de la société AECOM du 20 janvier 2022 dans lequel le calcul du montant des garanties financières a été réalisé suivant les modalités de calcul définies à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Le montant des garanties financières à constituer par la société ZINQ Auvergne est de 469.998€ TTC.</p> <p>L'exploitant a indiqué durant l'inspection que le bain de zinc en fusion (à 450°C) représente environ 850 tonnes pour un coût moyen à la tonne de 2300€ (coût moyen sur la base d'un cours avant le contexte international découlant de la guerre en Ukraine).</p> <p>L'exploitant doit apporter plus de justifications sur la valorisation financière du bain de zinc en fusion, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le retour d'expérience d'autres entreprises du même secteur qui ont vu la valeur marchande de leur bain pris en compte dans le calcul de leur garanties financières ;- les modalités pratiques de récupération de zinc en fusion avec l'utilisation de lingotières (utilisation d'une goulotte, de lingotières, conditions d'entreposage, moyens logistiques de récupération des lingots et de leur déplacement sur camion, etc.) et le chiffrage de ces étapes de récupération à déduire de la valeur brute de la quantité de zinc récupérée ;- chiffrage du transport de la marchandise pour l'acheteur ;- chiffrage d'une prestation de mise en sécurité des lingots (gardiennage).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet